

Cloud : l'industrie du numérique appelle l'Europe à mettre les bouchées doubles

Face à la domination des géants américains et chinois sur le marché du cloud, des acteurs français appellent l'Europe à se mobiliser. Ces derniers estiment dans un rapport que si aucun changement significatif ne devait être apporté, près de la moitié de la création de valeur attendue grâce à cette technologie serait perdue.

Temps de lecture : minute

5 mai 2021

Passer à l'offensive. Un rapport publié mardi 4 mai 2021 à l'initiative d'acteurs français du numérique appelle les Européens à accroître leur position sur le marché en pleine explosion du "cloud" (informatique dématérialisée), largement dominé par des géants américains - Amazon Web Services, Google ou Microsoft, qui s'est illustré fin 2020 dans la polémique du Health Data Hub.

L'enjeu est de taille : ce marché est estimé aujourd'hui à 53 milliards d'euros en Europe et "*devrait atteindre 300 à 500 milliards d'euros d'ici à 2027-2030*", selon ce "livre blanc" consacré aux "*grands enjeux du cloud européen*". Le rapport a été rédigé par le cabinet de conseil KPMG en association avec divers acteurs français du secteur : Infranum (fédération des industriels de l'aménagement numérique), OVHcloud (fournisseur de services cloud), Talan (groupe de conseil en informatique) et Linkt (opérateur télécoms du groupe familial Altitude).



À lire aussi

OVHcloud s'allie avec Google en promettant aux Européens le contrôle des données

Des pertes d'emplois et de valeur

"A défaut de changements significatifs (...), l'Europe pourrait perdre" , au profit des géants mondiaux américains et chinois, "20 à 50 % de l'impact économique estimé" de cette révolution, en matière d'emplois directs créés, de valeur captée en Europe ou d'investissements réalisés sur le continent, prévient le rapport. Ainsi, 330 à 350 000 emplois pourraient être créés et des investissements de 160 à 170 milliards d'euros pourraient être réalisés dans les services de cloud européen. Mais seulement 150 à 175 000 emplois et 135 à 140 milliards d'euros d'investissements si rien n'est fait. Parmi les leviers que les Européens peuvent actionner : l'initiative professionnelle européenne Gaia-X, qui doit permettre de créer des standards européens de cloud.

Il s'agit notamment de généraliser l'interopérabilité des services, pour éviter qu'une entreprise ne se retrouve liée *ad vitam eternam* à un seul fournisseur – qui a actuellement de fortes chances d'être

américain. Meilleur encadrement des géants du secteur, création d'une autorité dédiée ou meilleure protection de la propriété intellectuelle des utilisatrices et utilisateurs : le livre blanc envisage également une *"puissante vague réglementaire européenne"* pour réguler le marché.

Il soulève aussi la question d'une *"européanisation"* des activités des géants mondiaux, par exemple en leur imposant de passer, pour certains marchés, via des filiales en joint-venture contrôlées par des entreprises européennes. Des évolutions seront inéluctables du fait de l'incompatibilité actuelle entre la législation américaine sur les données et la législation européenne, estime le rapport, rappelant que la Cour européenne de justice a cassé en 2020 l'accord Privacy Shield qui régissait les transferts de données entre les USA et l'UE. *"Dès lors, les entreprises transférant des données à caractère personnel"* sur des serveurs américains *"n'ont plus de fondement juridique pour le faire"* et ce, *"même si ces serveurs sont situés en Europe"* , affirme ainsi le document.